Pour publication immédiate : 6/17/2016 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO ET LES DIRIGEANTS LÉGISLATIFS ANNONCENT UN ACCORD SUR LE PLAN DE RÉFORME DE L'ÉTHIQUE EN 5 POINTS

L'accord adopte les mesures de protection les plus robustes du pays contre Citizens United ; interdit pour la première fois la coordination entre les candidats et les comités de dépenses indépendants dans la Loi électorale de l'État de New York ; exige la publication générale des donateurs et des membres du personnel Les élus et les législateurs condamnés pour corruption devront renoncer à leur pension

La législation établit la toute première exigences de divulgation des consultants politiques de l'État de New York ; renforce les exigences de divulgation pour les lobbyistes et les organisations c(3) et c(4) ; augmente les amendes pour les infractions en matière de lobbying
Exclut les communications avec les journalistes des réglementations sur le lobbying de la JCOPE

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo, le chef de la majorité au Sénat John Flanagan, le Président de l'Assemblée Carl Heastie et le chef de l'Assemblée démocrate indépendante du Sénat Jeffrey Klein ont annoncé aujourd'hui un accord sur un Plan de réforme de l'éthique en 5 points visant à renforcer les lois sur les élections, le lobbying et l'application de l'éthique, dont la première loi du pays visant à réduire le pouvoir des campagnes de dépenses indépendantes établi par l'affaire de la Cour Suprême datant de 2010 Citizens United v. Federal Election Commission, et exige que les élus et législateurs condamnés pour corruption renoncent à leur pension.

Le Plan en 5 points comprend :

1) Les réformes les plus importantes du pays en matière de dépenses indépendantes visant à mettre fin à la coordination lors des campagnes électorales
2.) Déchéance du droit à la pension
3.) Toute première exigence de divulgation pour les consultants politiques
4.) Réformes de divulgation en matière de lobbying
5.) Réformes en matière de défense d'idées

« Citizens United est l'une des pires décisions de la Cour Suprême de son histoire et en six ans à peine, elle a eu un impact très néfaste sur notre démocratie. Elle décime le

droit à la liberté d'expression en permettant qu'il soit occulté par des discours payés, atténuant ainsi le droit de la population de participer au système politique, **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** Pour la toute première fois, les groupes de dépense indépendants et les comités d'action politique devront respecter des exigences de divulgation sans précédent, et l'État de New York disposera des règles les plus strictes du pays pour la définition et la supervision de la coordination et de l'indépendance. Jusqu'à ce que la Cour Suprême annule sa décision ou que le Congrès modifie la loi, je pense que les États doivent prendre exemple sur New York et faire ce qu'ils peuvent pour enrayer les effets néfastes de Citizens United. Cet ensemble de réformes comprend des nouvelles exigences de divulgation et des sanctions renforcées afin de faire lumière sur ce qui forme désormais le carrefour sombre entre le gouvernement, le lobbying et la consultation politique. Ensemble, ces mesures législatives permettront d'augmenter la transparence, la confiance et la foi accordées au gouvernement d'État. »

John J. Flanagan, chef de la majorité au Sénat, a déclaré : « Aujourd'hui, nous avons fait un grand pas de plus en avant pour rétablir la confiance de la population et pour offrir aux travailleurs new-yorkais un gouvernement dont ils peuvent être fiers. Dans le cadre de notre accord, les élus et les législateurs qui commettent un crime perdront leur droit à la pension publique, ce qui était l'une des priorités de la Conférence des Républicains au Sénat depuis que nous avons adopté la mesure l'année dernière. De plus, nous avons renforcé nos lois sur le financement des campagnes politiques en vue de lutter contre la coordination entre les candidats et les groupes de dépense indépendants, qui opèrent bien trop souvent dans l'ombre tout en jouissant d'une énorme influence sur notre système politique. Je tiens à remercier le Gouverneur, le Sénateur Klein, le Président Heastie et le Président du Comité sur l'éthique du Sénat Tom Croci, ainsi que tous mes collègues au Sénat et à l'Assemblée pour leur collaboration afin de concevoir une campagne efficace et un ensemble de mesures sur l'éthique pour l'État de New York. »

Carl Heastie, Président de l'Assemblée, a déclaré : « Il est essentiel de rétablir la confiance de la population en notre gouvernement. Cet accord s'ajoute aux accomplissements que nous avons atteints l'année dernière en limitant encore plus l'influence des moyens externes sur nos élections et en retirant la pension de nos élus corrompus. De plus, ces réformes permettront de combler les failles qui ont permis aux organisations de lobbying et aux groupes externes de profiter d'une influence non méritée sur le gouvernement d'État. Les citoyens méritent un gouvernement efficace et éthique et d'être confiants que leur intérêt passe en premier. Plus tôt cette année, l'Assemblée a adopté des nouvelles réglementations visant à augmenter la transparence et à améliorer ses opérations, et je m'engage à ce que notre gouvernement soit au service de la population de cet État, c'est la raison pour laquelle il nous reste encore du travail à accomplir. L'Assemblée a abordé et adopté des lois afin de combler la faille LLC, de limiter les revenus externes et d'empêcher les législateurs d'exploiter leur poste pour leur avantage personnel. Nous continuerons à lutter pour ces mesures et d'autres et nous avons hâte de collaborer avec nos partenaires gouvernementaux afin de poursuivre sur l'élan que nous avons établi. »

Jeffrey Klein, Chef de l'Assemblée démocratique indépendante du Sénat, a déclaré : « La population de l'État de New York s'attend à et mérite que ses élus respectent des normes éthiques très élevées et lorsque l'on trahit la confiance de la population, il est de notre devoir de rétablir leur foi dans le gouvernement. Aujourd'hui, nous envoyons un message fort que si un élu commet un crime alors qu'il est payé par le contribuable, nous lui retirerons sa pension. Nous augmenterons la transparence en exigeant que les consultants divulguent la liste des élus avec qui ils traitent et je tiens à remercier mon collègue, le Sénateur Tony Avella, pour la présentation de cette idée. Ensemble, nous adopterons des grandes réformes visant à ce que l'argent obscur des groupes de dépense externes reste à l'écart des élections. Il s'agit de grands pas en avant qui permettront aux électeurs de faire à nouveau confiance à notre démocratie. »

L'accord interdit la coordination entre les candidats et les groupes de dépense soi-disant indépendants, et il exige que tout ancien membre du personnel ou membre de la famille directe d'un candidat reste à l'écart des groupes de dépense indépendants qui soutiennent le candidat. L'accord renforce également les exigences de divulgation pour les lobbyistes, augmente les sanctions pour les infractions de lobbying et exige la divulgation des liens politiques et des comportements largement considérés comme influents, mais qui se déroulent dans l'ombre.

1) ***Réformes des dépenses indépendantes***

<u>Mettre fin à la coordination dans les campagnes électorales</u>
La décision de la Cour Suprême en 2010 dans l'affaire Citizens United a engendré un afflux d'argent obscur vers les campagnes électorales politiques. En autorisant les entités à recevoir et dépenser des montants illimités pour des élections, la Cour a accordé un pouvoir illimité aux personnes et entités les plus puissantes de la société, et a éliminé le pouvoir que les citoyens ordinaires avaient dans notre processus électoral.

Dans le cadre de cet accord, les groupes de dépense indépendants ne peuvent être formés par des candidats ou dirigés par un membre de la famille d'un candidat ou un ancien membre de son personnel. La loi exige également des donateurs indépendants qu'ils divulguent l'identité de toute personne exerçant un contrôle sur le groupe, ainsi que de tout ancien membre du personnel et de la famille des candidats. Ce projet met en place les lois anti-coordination les plus strictes du pays.

Plus spécifiquement, l'accord :

- Renforce la définition de « coordination » entre les dépenses indépendantes et les candidats et définit les scénarios suivants en tant que formes de coordination expressément interdites :
    - L'entité procédant à des dépenses a été créée par le candidat ou les agents du candidat ;
    - Le candidat ou ses agents lèvent des fonds pour l'entité procédant à des dépenses ;
    - L'entité procédant à des dépenses emploie d'anciens membres du personnel du candidat ;

- L'entité procédant à des dépenses est exploitée par un membre de la famille immédiate du candidat ;
- Le candidat et l'entité procédant à des dépenses emploient un vendeur commun ;
- Le candidat partage ou loue un espace à une entité procédant à des dépenses ;
- L'entité procédant à des dépenses reproduit des documents non publics liés à la campagne ;
- Le candidat ou les agents du candidat ont demandé ou suggéré la communication ;
- Le candidat ou les agents du candidat étaient matériellement impliqués dans la communication ;
- L'entité procédant à des dépenses a des discussions stratégiques avec le candidat ou ses agents dans les deux ans avant l'élection concernée ;

- • Exige des divulgations périodiques supplémentaires pour les personnes et les entités procédant à des dépenses indépendantes ; et
  • Établit que toute peine criminelle résultant de la loi électorale exige une infraction volontaire et faite en connaissance de cause, conformément à la section 14-126 de la loi électorale.
  • Établit une peine civile pour les comités de dépense indépendants et les comités d'action politique pour une infraction volontaire et faite en connaissance de cause aux restrictions sur les dépenses ;
  • Exige que les personnes procédant à des dépenses indépendantes s'inscrivent en tant que comité de dépense indépendant et exige des divulgations supplémentaires pour ces comités lors de l'inscription ;
  • Exige le dépôt des comptes d'entretien de la campagne sur un compte distinct en vue de rendre l'utilisation de ces montants plus transparente ;
  • Interdit aux comités de dépense indépendants de faire des contributions directes aux candidats ;
  • Interdit aux comités d'action politique de faire des contributions aux comités de dépense indépendants qui opèrent sous le même contrôle ;
  • Exige que les comités d'action politique divulguent la liste des personnes exerçant un contrôle sur les activités ; et
  • Exige la liquidation des comptes de campagne dans les deux ans après le décès du candidat ou de l'élu et prévoit plusieurs usages légitimes pour les montants des comptes à liquider. Ces usages comprennent :
    - Rembourser les contributions aux donateurs ;
    - Faire le don des fonds à une œuvre caritative ;
    - Faire le don des fonds à la SUNY ou la CUNY ;
    - Faire le don des fonds au fonds général de l'État ;
    - Faire le don des fonds à un candidat ou un parti.

Cet accord comprend des dispositions de révision des lois de l'État de New York sur le lobbying, l'éthique et les fonctionnaires. Il renforcera les exigences de divulgation pour les lobbyistes et augmentera les sanctions pour les infractions en matière de lobbying en exigeant que les lobbyistes restituent les profits obtenus grâce à des arrangements d'honoraires conditionnels illégaux. De plus, elle exclura expressément les communications avec les journalistes, dont les comités de rédaction, de la définition du lobbying et exclura ces communications des réglementations sur le lobbying.

2.) ***Déchéance du droit à la pension***

En vertu de l'accord conclu, tout fonctionnaire qui sera condamné pour corruption n'aura pas le droit de toucher une pension à laquelle il a eu droit lors de son service public. Les fonctionnaires qui contreviennent à leur obligation envers la population de l'État de New York ne doivent d'aucune manière continuer d'être payés par la population de l'État de New York. La législature adoptera une résolution commune qui exigera le renoncement à pension après qu'un législateur est condamné pour un crime lié à ses fonctions publiques, indépendamment du moment où ce législateur a pris ses fonctions ou a été élu.

3.) ***Toute première exigence de divulgation pour les consultants politiques :***

Pour la toute première fois, les consultants politiques qui offrent leurs services à des élus en fonction ou à des candidats électoraux et qui possèdent également des clients qui traitent avec l'État ou une localité devront s'inscrire auprès de l'État et divulguer leur liste de clients.

4.) ***Réformes de divulgation en matière de lobbying :***

- Réduire le seuil financier auquel les organisations de lobby doivent signaler leur financement pour passer de 50 000 dollars à 15 000 dollars et exiger que ces lobbyistes divulguent leurs sources de financement au Commissaire commun sur l'éthique publique ;
- Réduire le seuil financier auquel les lobbyistes individuels doivent signaler leur financement pour passer de 25 000 dollars à 2 500 dollars et exiger que ces lobbyistes divulguent leurs sources de financement à la Commission commune sur l'éthique publique ;
- Réduire le montant auquel les contributions déclenchent la divulgation d'un donateur ou d'une organisation de lobbying à la Commission commune sur l'éthique publique pour passer de 5 000 dollars à 2 500 dollars ; et
- Augmenter les sanctions pour les lobbyistes qui concluent des accords d'honoraires conditionnels, qui sont actuellement interdits, pour passer de 1 000 dollars à 10 000 dollars, ou au montant de la contravention s'il est supérieur.

5.) ***Réformes en matière de défense d'idées :***

- Exiger que les organisations 501(c)(4), des entités qui ont le droit d'entreprendre des activités illimitées de lobbying, divulguent leur soutien financier et dons en nature des organisations 501(c)(3), des organisations qui n'ont pas le droit d'entreprendre des activités

politiques. Cette réforme interdit aux organisations de corrompre la procédure politique et d'utiliser des fonds qui ne sont pas destinés à des fins politiques ; et

- Exiger que les organisations 501(c)(4) divulguent leur sources de financement s'ils se livrent à des activités qui influencent les élections via la « défense d'idées ».

JCOPE :

De plus, l'accord conclu aujourd'hui :

- *Exclut* expressément les communications avec les journalistes, y compris avec les comités de rédaction, de la définition du lobbying et exclut ces communications des réglementations sur le lobbying ; et
- Offre davantage de droits à une procédure régulière aux personnes faisant l'objet d'une enquête de la Commission commune sur l'éthique publique (JCOPE), dont la transmission d'un avis des charges et l'opportunité de s'exprimer au sujet de ces charges.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418